



BILAN DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES ACTIVITES 2019



Janvier 2020.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	6
I. BILAN EXÉCUTIF DES ACTIVITÉS EN 2019	7
1.1. Dans le domaine de la gouvernance et de la participation à l'animation de la vie associative... 7	7
1.2. Dans le domaine de la gouvernance politique et des questions d'intérêt national	7
1.3. Dans le domaine des services offerts aux membres.....	8
1.4. Dans le domaine de la santé et la promotion de la vaccination	9
1.5. Dans le domaine de la protection sociale	11
1.6. Dans le domaine de l'environnement, du changement climatique et de la sécurité alimentaire	13
1.7. Dans le domaine de l'économie sociale et solidaire	15
1.8. Dans le domaine l'enseignement technique, la formation professionnelle et l'emploi des jeunes 15	15
1.9. Dans le domaine de l'eau et l'assainissement	18
1.10. Dans le domaine de la décentralisation et du développement local.....	21
II. RESEAUTAGE, RELATIONS AVEC LES AUTRES OSC, L'ETAT ET LES PTF	23
III. DIFFICULTES RENCONTREES	23
IV. PERSPECTIVES	24
CONCLUSION.....	24

Table des illustrations

<i>Photo 1: Photo de famille à la rencontre de Genève</i>	10
<i>Photo 2: Une bénéficiaire de la gratuité des soins de la commune de Lebda dans la région du Nord, répondant à des questions lors d'une activité de communication/visibilité</i>	13
<i>Photo 3: Photo de famille lors de la participation à une émission radiophonique sur la mesure de la gratuité des soins, avec les autorités du district sanitaire de Fada, dans la région de l'Est.....</i>	13
<i>Photo 4: Représentant du SPONG à la COP 14</i>	14
<i>Photo 5: Une photo de famille à la COP 14.....</i>	14
<i>Photo 6: Photo de groupe des coordonnateurs pays du projet Both Ends du Burkina Faso, Niger, Senegal</i>	15
<i>Photo 7: Formation des producteurs/trices sur la transformation et les valeurs nutritionnelles des Produits Forestiers Non-Ligneux (PFNL).....</i>	15
<i>Photo 8: la Délégation de la Direction Régionale du MJPEJ dans la Boucle du Mouhoun pendant les 72h de l'EFTP.....</i>	17
<i>Photo 9: Vue de la salle Conférence grand public à Ouahigouya sur les 72h de l'EFTP</i>	17
<i>Photo 10: Photo de famille des participants à l'atelier de renforcement de capacité sur le cadre juridique et institutionnel dans la région du Nord</i>	17
<i>Photo 11: Photo de famille des participants à l'atelier de renforcement de capacité sur le cadre juridique et institutionnel dans la région des Hauts-Bassins</i>	17
<i>Photo 12: Photo de famille lors du forum sur la promotion de l'emploi décent</i>	18
<i>Photo 13: Visite avec les parlementaires de la station de traitement de boue de vidange de Kossodo</i>	19
<i>Photo 14: Photo de famille de la formation des leaders communautaires à Ouagadougou.....</i>	20
<i>Photo 15: Pendant la formation avec les agents du Ministère de l'Eau</i>	20
<i>Photo 16: Formation des parlementaires sur l'AFDH.....</i>	20
<i>Photo 17: voyage de partage d'expériences en matière de contrôle citoyen au Bénin</i>	22
<i>Photo 18: Formation sur la gouvernance sécuritaire à Kaya</i>	22
<i>Photo 19: Formation sur le leadership féminin</i>	22

SIGLE ET ABREVIATION

A2N	Association Noode Nooto
AD	Association de développement
AES/BF	Association aide à l'enfance/Burkina Faso
AFDH	Approche fondée sur les droits humains
APIL	Association pour la promotion des initiatives locales
CARI	Centre d'actions et de réalisations internationales
CNCOD	Comité National de Coordination des ONG/AD et OCB sur la Désertification
COP	Conférence des parties
DGESS	Direction générales des études et des statistiques sectorielles
FDC/BF	Fondation pour le développement communautaire/Burkina Faso
GAVI	Global alliance for vaccine and immunization
GAVI -CSO	Global alliance for vaccine and immunization/Civil society organization
GTPS	Groupe thématique protection sociale
INSO	International NGO safety organisation
ONG	Organisation non gouvernementale
ASMADE	Association sougui manegré aide au développement endogène
UNICEF,	Fonds des nations unies pour l'enfance
OAFRESS	Organisation d'Afrique francophone pour le renforcement des systèmes de santé et de la vaccination
PAO	Programme d'Activité Opérationnel
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique
PEV	Programme élargie de vaccination
PNPS	Politique nationale de protection sociale
PNSR2	Progamme national du secteur rural

RAJS/BF	Réseau
RAME	Réseau d'accès au médicaments essentiels
RésaD	Réseau Sahel désertification
RSS	Renforcement du système de santé
SP-CNPS	Secrétariat permanenet du conseil national de protection sociale
SPONG	Secrétariat permanent des ONG
STAN	Secrétariat Technique chargé de l'Alimentation et la Nutrition
UFC – Dori	Union fraternelle des croyants de Dori

INTRODUCTION

L'année 2019 a été une période charnière entre la fin du plan stratégique 2014 - 2018 et le processus d'élaboration de la nouvelle stratégie 2020 – 2025. Elle a vu la situation sécuritaire se dégrader davantage au Burkina Faso avec une aggravation de la crise humanitaire.

Depuis le début de l'année 2019, plus de 1,5 million ¹de personnes ont eu besoin d'assistance humanitaire. Plus de 289 000 personnes ont été forcées de quitter leurs foyers au mois de septembre, soit quatre fois plus depuis le début de l'année. Plus de 95% des déplacés internes sont accueillis dans des communautés hôtes, 2024 écoles sont fermées, privant ainsi plus de 330 000 enfants d'éducation.

À la fin du mois d'août, près de 271 000 personnes déplacées vivaient dans des communautés d'accueil ou des sites de déplacement dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel.

De plus, des personnes déplacées cherchent refuge dans des centres urbains tels que Djibo, Dori (Sahel) et Kaya (Centre-Nord) ou à proximité. Des déplacements secondaires, en particulier du Sahel au Centre-Nord, sont également signalés.

La situation est de plus en plus préoccupante et la menace terroriste, au Nord, s'est étendue à de nouvelles zones, à l'Est et au Sud-ouest. Nous assistons également à une exacerbation des conflits intercommunautaires et à des tensions sociales, politiques et économiques qui fragilisent les actions de développement dans le pays.

C'est dans ce contexte difficile que sont intervenus les ONG/AD membres du SPONG pour les actions de développement au Burkina Faso en 2019. Au SPONG particulièrement, les actions mises en œuvre sont liées aux secteurs de la « protection sociale », la « santé - vaccination », « la sécurité alimentaire et nutritionnelle », « l'environnement et les changements climatiques », « le droit à l'eau et à l'assainissement », « l'emploi des jeunes », etc. en collaboration avec les membres intervenant dans diverses régions du Burkina Faso.

Le présent rapport d'activités donne un aperçu des actions menées par le SPONG dans les différentes thématiques d'intervention, examine la collaboration avec les autres réseaux, les difficultés rencontrées ainsi que les perspectives.

¹ <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/burkina-faso/situation-des-deplacements-au-burkina-faso>

I. BILAN EXÉCUTIF DES ACTIVITÉS EN 2019

1.1. Dans le domaine de la gouvernance et de la participation à l'animation de la vie associative

Le SPONG a entrepris durant l'année 2019, une vaste campagne de cartographie et de structuration de ses membres qui lui a permis de disposer à terme d'un nouveau répertoire des membres assorti d'une cartographie suivant les domaines d'interventions et les zones d'interventions. Aussi, est – il maintenant possible de toucher les membres par zone d'intervention ou suivant leur domaine d'intervention. Cet outil est à la disposition des membres et des partenaires.

Le 9 mai 2019 a également eu lieu la 44^{ième} assemblée générale ordinaire du SPONG qui a permis de rendre compte aux membres de la gestion de l'exercice 2018, de conforter les décisions prises en 2018 et d'accueillir 26 nouveaux membres dans la famille SPONG faisant passer le nombre de 206 à 232.

Au cours de l'année 2019, le SPONG a pris part à diverses activités de ses membres sur leurs invitations, notamment aux activités commémoratives des 20 ans de l'ONG – APIL, des 50 ans de l'UFC – Dori, à l'assemblée générale de A2N, etc.

1.2. Dans le domaine de la gouvernance politique et des questions d'intérêt national

Le SPONG, au regard de la situation nationale humanitaire décrite plus haut, a d'abord lancé un appel à mobilisation pour une action de solidarité envers les populations déplacées qui a permis de mobiliser **12 500 000 FCFA** en vivres et matériels et, par la suite, remis au profit des personnes déplacées internes de Yirgou et de Foubé au mois de mars 2019.

A la suite de cet acte et à la demande du SPONG, les 5^{ième} journées nationales de concertation Etat – Organisations Non Gouvernementales/Associations de Développement (ONG/AD) qui se sont tenues les 16 et 17 Juillet 2019, ont été placées sous le thème : « **situation sécuritaire et poursuite des actions de développement des ONG/AD : quelles stratégies de pérennisation de l'offre de service et des financements ?** ». Ces journées ont connu la participation effective de 32 structures membres du SPONG avec une contribution technique et financière au co-financement de la tenue de la journée . Toutes ces actions ont permis d'aboutir à des recommandations à l'endroit du gouvernement qui ont porté sur : (i) le renforcement de la coopération civilo-militaire, y compris en situation de paix, (ii) le développement de l'assistance psychosociale aux personnes affectées, (iii) la poursuite des actions de développement notamment sur les questions de sécurité alimentaire, (iv) le renforcement de la présence de l'Etat dans les zones à problèmes,

(v) la relance des initiatives de développement local en vue de mieux structurer, renforcer et corriger les iniquités territoriales, (vi) le soutien aux initiatives endogènes de paix et de sécurisation entreprises par les ONG/AD dans le sens de l'amélioration de la sécurité et qui restent sous le coup des menaces, et (vii) la formalisation des relations de partenariat entre d'une part, ONG et sectoriels et d'autre part, ONG et collectivités territoriales, en vue d'un ancrage institutionnel approprié des projets/programmes développés par les ONG avec ceux des départements ministériels et des collectivités territoriales.

Sur la crise qui secoue le système sanitaire, le SPONG a aussi entrepris une série de démarches de conciliation et d'appel à l'apaisement entre le gouvernement et le monde syndical. Cela a connu des suites mitigées en ce sens que le syndicat est resté campé sur sa position en affirmant que c'est l'Etat qui ne respecte pas ses engagements. Le Ministère a associé le SPONG, en tant qu'observateur, à une rencontre avec les sages -femmes qui a connu une issue difficile entre les deux parties. Toutefois, le SPONG a néanmoins continué de solliciter une trêve sociale même si la question semble avoir pris une tournure politique qui appelle, peut-être, l'intervention des institutions en charge du dialogue sociale. Le SPONG aura eu le mérite d'appeler les deux parties au dialogue et à l'apaisement et va donc poursuivre l'interpellation de des institutions en charge du dialogue social à jouer leur rôle.

1.3. Dans le domaine des services offerts aux membres

Les services traditionnels du SPONG à ses membres sont entre autres l'information, les formations, les concertations thématiques, la mise en relation et l'interface avec l'Etat et les autres partenaires. A ce sujet, le SPONG a pu relayer et partager un certain nombre d'informations stratégiques à ses membres portant sur des documents de politiques publiques et des opportunités de financement. Des rencontres avec des partenaires aussi ont été organisées comme celles avec le centre de crise du Ministère des affaires étrangères français, Refugees International, la fondation Hewlett Packard, Niyel etc. Des membres ont effectué des missions aux Etats Unis entrant dans le cadre de la revue volontaire sur les objectifs du développement durable, en Inde sur la conférences des parties et d'autres représentations ont été assurés au plan national.

En somme en 2019, 708 membres du SPONG dont 213 femmes auront bénéficiés de formations, les membres du SPONG ont pris part à 518 rencontres avec l'Etat, les collectivités, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers.

Ces informations et rencontres ont permis à certains de construire des partenariats, voire obtenir des financements et d'accroître leur visibilité et celle du SPONG. A travers son plaidoyer auprès des partenaires pour soutenir le contrôle citoyen de l'action publique, des consortia entre le SPONG et ses membres dans les domaines de l'environnement, de l'eau, la santé et la vaccination ont permis de redistribuer des ressources à plus d'une vingtaine de membres afin de conduire des activités sur le terrain.

Des facilités ont été aussi offertes aux membres en 2019 pour le renouvellement des permis de conduire et en appui conseil-sécurité avec l'entremise de INSO, une ONG américaine spécialisée dans le domaine, une nouvelle salle de conférence a été réalisée par les membres pour les membres. Dans le but d'innover dans les services à ses membres, le SPONG travaille sur de nouveaux référentiels à même de lui permettre de diversifier et de proposer de nouveaux services aux membres et qui vont contribuer à améliorer leur collaboration.

1.4. Dans le domaine de la santé et la promotion de la vaccination

Le SPONG est le premier partenaire associatif au Burkina Faso sélectionné comme acteur de mise en œuvre des activités du volet renforcement des systèmes de santé - pays (RSS/GAVI) dont le récipiendaire principal est le Programme d'Appui au Développement Sanitaire (PADS). En effet, le SPONG au regard de son implication dans la mise en œuvre des activités de GAVI-CSO depuis 2011 au Burkina Faso a été associé au processus d'élaboration de la requête du troisième RSS grâce à l'engagement des ONGs membres et partenaires comme RAJS/BF, RAME, FDC/BF, ASMADE et AES/Burkina Faso. Cette participation a permis d'affirmer la place et le rôle de la société civile dans la mise en œuvre des activités de mobilisation sociale en faveur de la vaccination, ce qui n'était pas le cas dans les deux précédentes subventions RSS (RSS1 et RSS2).

Prévue pour démarrer en janvier 2017, l'exécution de cette subvention a finalement commencé au 2^{ième} semestre (S2) de 2018 pour les structures du Ministère de la santé mais pour la société civile, le premier décaissement est intervenu à la fin du 1^{er} semestre (S1) de 2019 du fait du retard dans la réalisation de l'évaluation des capacités du SPONG, condition sine qua non à la signature de la convention de partenariat.

Après ces formalités administratives liées au partenariat, les activités de terrain ont véritablement démarré entre mai et juin 2019 dans les 35 districts à faible couverture vaccinale, puis dans 09 autres districts d'intervention répartis dans 12 régions sanitaires du pays. Au total, cinq (5) activités dont trois (3) visites sur le terrain ont été planifiées pour la période du premier semestre de 2019 au compte de la société civile pour un virement de 36 209 433 FCFA. Au second semestre 2019, un appui en ressources financières de GAVI additionnel a permis de mobiliser 93 445 250 CFA pour les séances de causeries éducatives dans cinq (5) districts à sécurité compromise et quatre (4) autres notamment Pouytenga et 3 districts de Ouaga abritant les zones non loties.

Les associations partenaires de la mise en œuvre de la subvention ont été sélectionnées parmi les associations membres du groupe thématique « santé » du SPONG selon les résultats d'une cartographie des interventions des associations réalisée en 2013 par le SPONG. Il s'agissait d'identifier les associations ayant la vaccination dans leur paquet d'intervention. Aussi, ces associations ont-elles été évaluées suivant ces critères-là. Ces associations sont distribuées autour des

organisations points-focaux dans les régions en vue d'une meilleure coordination des interventions de la société civile.

Au regard de l'importance du programme et des résultats attendus de la société civile dans l'augmentation de la demande de vaccination, le SPONG a fait un plaidoyer auprès du Ministère pour le renforcement de son staff. Cette préoccupation avait du reste été perçue et consignée dans le rapport d'évaluation des capacités réalisée par la DGESS en octobre 2018. GAVI a bien voulu accéder à cette requête en octroyant un poste de chargé de projet à temps plein et un gestionnaire à temps partiel. Le processus de recrutement du chargé de projet a été bouclé depuis fin septembre et celui-ci a pris service le 1er octobre 2019.

En termes de résultats engrangés par la mise en oeuvre de cette subvention, il ya entre autres: (i) l'engagement de 54 leaders communautaires en faveur de la mobilisation des communautés pour la vaccination dans les 35 districts sanitaires prioritaires, (ii) la sensibilisation des communautés sur l'importance de la vaccination à travers **7311** séances de causeries éducatives, **35** émissions radio avec **70** diffusions réalisées par les points focaux, (iii) l'appui à la recherche de perdus de vue à la vaccination des cibles du PEV via la référence des **775** enfants cibles vers les formations sanitaires, (iv) l'organisation d'activités de vaccination supplémentaire dans le district sanitaire de Pouytenga durant une semaine.

Les séances de causeries éducatives ont touché 210 045 personnes dont 70% de femmes et aussi avec une concentration dans les zones non loties de Ouagadougou. Les prochains pas vont consister à évaluer l'impact de ces actions sur l'augmentation de la demande en vaccination si l'état sécuritaire du pays le permet.

Le SPONG a également participé à des rencontres au plan national et aussi au plan international. Au plan national, c'est l'évaluation conjointe de GAVI, l'organisation de la campagne RR (rougeole – rubéole), les rencontres du comité de suivi de la mise en oeuvre de la subvention GAVI et la participation à une formation sous-régionale sur le suivi stratégique des politiques de santé organisée par le RAME à Ouagadougou.

Au plan international, le chargé de projet GAVI a participé du 17 au 24 août 2019, au



Photo 1: Photo de famille à la rencontre de Genève

siège de GAVI à Genève, à une rencontre de consultation des acteurs sur la stratégie 5.0 de GAVI qui était en cours d'élaboration. Cette participation a été sollicitée par l'Organisation d'Afrique francophone pour le Renforcement du Système de Santé et la Vaccination (OAFRESS) dont le chargé de projet du SPONG est le

«champion en plaidoyer pour le génération de la demande de vaccination» depuis mai 2019.

1.5. Dans le domaine de la protection sociale

Dans le domaine de la protection sociale, le SPONG est engagé sur trois (3) fronts : (i) la veille communautaire sur la gratuité des soins avec Terre des Hommes Lausanne et ASMADE dans la Boucle du Mouhoun, (ii) le contrôle citoyen de la gratuité des soins dans six (6) régions et (iii) l'animation du Groupe Thématique Protection Sociale (GTPS).

Sur la veille communautaire en 2019 où le SPONG joue le rôle de support en communication – plaidoyer, l'action a permis d'identifier les barrières administratives, physiques, techniques, culturelles et financières au niveau communautaire, de mettre les communautés en dialogue avec les autorités locales à travers le processus de plan de résolutions des problèmes. Au total, **592** barrières ont été identifiées et sont en voies de résolution. Pour celles relevant du niveau supérieur, un dialogue régional et des engagements ont été pris pour les résoudre à l'échelle supérieure. Les barrières relevant des plus hauts décideurs devraient faire l'objet d'un dialogue national en 2020.

Sur la mise en œuvre du projet « **Contrôle citoyen de la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins au profit des femmes enceinte et des enfants de moins de cinq ans dans six Régions du Burkina Faso** » avec l'appui de l'UNICEF, des actions de collectes de données trimestrielles, d'accompagnement des ONG/AD pour la communication/visibilité, de suivi/capitalisation et de plaidoyer sur la base des évidences produites ont permis d'avoir déjà des effets sur le terrain en termes de mesures correctrices prises par les premiers responsables des districts, soit pour améliorer l'accueil des clients ou pour améliorer la qualité des services en général et le SPONG en 2020 échangera avec les parlementaires des constats majeurs faits sur le terrain.

Dans le souci d'améliorer aussi les outils et la méthodologie de collecte de données, le SPONG a révisé et introduit la collecte mobile et formé les structures de collectes à cette nouvelle manière de travailler.

Quant au groupe thématique, son action a essentiellement porté sur le suivi de la Politique Nationale de Protection Sociale (PNPS), où le SPONG a organisé en avril 2019 en collaboration avec le Secrétariat Permanent du Conseil National de la Protection Social (SP-CNPS), une rencontre de validation des données du rapport d'activités 2018 et du Programme d'Activité Opérationnel (PAO) 2019-2021 des ONG/AD. Il en a été de même avec la préparation de la participation du groupe thématique au cadre sectoriel de dialogue travail, emploi et protection social en juillet 2019. Cette rencontre préparatoire a permis aux représentants du SPONG d'y prendre part à travers une note de contribution préalablement élaborée.

Mais déjà en juin 2019, grâce au soutien de l'ONG ASMADE, un atelier de relance des activités du GTPS du SPONG a eu lieu et a permis d'actualiser les organes de gouvernance du groupe et d'élaborer son plan d'action.

Le GTPS a aussi en collaboration avec SOLIDAR SUISSE, en septembre 2019, pris part à un atelier consultatif sur l'accès aux droits économiques et sociaux au Burkina Faso et à d'autres rencontres qui lui ont permis de porter la voix du SPONG et donner un regard citoyen, à travers :

- le lancement du plan d'urgence 2019 pour le Burkina Faso en février 2019 à Ouaga ;
- l'atelier de renforcement de capacités des points focaux des secteurs clés sur les techniques de collecte de données pour le cadre commun des résultats organisé par le Secrétariat Technique chargé de l'Alimentation et la Nutrition (STAN) en mars 2019 ;
- l'atelier de dissémination de la revue des programmes et projets de filets sociaux au Burkina Faso en avril 2019 ;
- la journée d'information et de sensibilisation sur les droits des populations en matière de protection sociale au Burkina Faso en mai 2019 ;
- l'atelier de redevabilité sociale à Dakar en Avril 2019 en vue de partager les expériences et résultats du SPONG ;
- la formation en protection sociale sur le thème « Thème émergents en protection sociale » en juin 2019 à ouagadougou ;
- la 7ème session du CNPS en juillet 2019 ;
- la 12ième session ordinaire du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR) en aout 2019 ;
- la concertation sur les interventions professionnelles des sages-femmes/maieuticiens et des infirmiers au sein des formations sanitaires publiques au Burkina Faso en septembre 2019 ;
- l'atelier d'elaboration de documents de communication et de plaidoyer du Groupe leadership Burkina Faso pour la couverture sanitaire universelle en octobre 2019 ;
- l'atelier d'échanges avec les représentants de la société civile sur le programmé dénommé « **Valorisation et diffusion des connaissances scientifiques pour un plus grand impact des politiques sociales au Burkina Faso** » en décembre 2019.

La participation à ces cadres a permis de donner la voix du SPONG sur la protection sociale au Burkina Faso.

Les photos suivantes illustrent quelques activités menées dans le cadre du projet « Contrôle citoyen de la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins au profit des femmes enceinte et des enfants de moins de cinq ans dans six régions du Burkina Faso ».



Photo 3: Photo de famille lors de la participation à une émission radiophonique sur la mesure de la gratuité des soins, avec les autorités du district sanitaire de Fada, dans la région de l'Est



Photo 2: Une bénéficiaire de la gratuité des soins de la commune de Lebda dans la région du Nord, répondant à des questions lors d'une activité de communication/visibilité

1.6. Dans le domaine de l'environnement, du changement climatique et de la sécurité alimentaire

Dans cette thématique, le SPONG a déployé beaucoup d'efforts au niveau international et national en 2019. Ainsi, en tant que plateforme nationale point-focal du Réseau Sahel Désertification (RéSaD) et en partenariat avec des structures nationales et internationales, le SPONG a dans le cadre du programme ResaD3, abrité un comité de pilotage (COFIL) international entre le Niger (CNCOD), le Burkina Faso(SPONG) et la France (CARI), à Ouagadougou du 22 au 23 Mars 2019. Cette rencontre a rassemblé au total 10 participants dont 02 femmes. Ce COFIL a permis de faire un cadrage et le lancement du programme ReSaD3 soutenu en partie par l'Agence Française de Développement (AFD) à 48%. C'est dans le cadre de la recherche du cofinancement des 52% du programme ReSaD3 que nous avons participé à la formulation du projet PRISME avec la commune de Bourzenga en mars 2019 et à l'atelier de formulation d'un projet sous-régional de gestion durable des terres avec France Volontaire en fin mars 2019 aussi.

Dans le cadre de la préparation de la voix des OSC en prélude des conférences des parties sur la lutte contre la désertification (COP), notamment la COP14 qui devait se tenir en Inde en septembre 2019, le SPONG a co-organisé en amont le sommet international Désertif'actions 2019 (D'a 19). En effet, le SPONG et le Centre d'Actions et de Réalisations Internationale (CARI) ont accueilli du 19 au 22 juin 2019, le sommet international de la société civile internationale Désertif'Actions 2019 ou D'a 19. Ce sommet a connu la participation de plus de 380 participants venus de 40 pays. 230 structures de la société civile y ont été représentées. Ce sommet a été présidé par le Ministre en charge de l'environnement et du changement climatique et a enregistré la présence effective de son Excellence monsieur l'Ambassadeur de France au Burkina

Faso et du Secrétariat Exécutif de la Convention des Nations Unies sur la désertification et la sécheresse.

Trois (3) panels de discussions en plénière et quatre (4) ateliers thématiques de travaux y ont été animés et ont permis de réaffirmer la position des acteurs de la société civile internationale sur la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel, le pastoralisme en zones arides, la mise en œuvre de la neutralité en matière de la dégradation des terres, le foncier et les multi-usages de l'eau.

Les conclusions de D'A 19 ont alimenté les réflexions de l'atelier-pays préparatoire à la participation de la société civile burkinabè à la 14^e COP qui s'est tenue à New Delhi en septembre 2019 et ont permis à la société civile internationale d'inscrire le foncier comme thème de discussion dans les sessions.



Photo 5: Une photo de famille à la COP 14



Photo 4: Représentant du SPONG à la COP 14

Dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, le SPONG a mis en exergue la synergie d'actions entre acteurs OSC et le Gouvernement en mobilisant des financements pour la tenue de la session de renforcement des capacités des délégués du Burkina Faso et leur participation à la 25^{ième} COP. Cette session a permis de socialiser les participants aux mécanismes des négociations dans les processus engagés par les partis (Etats) et de s'approprier les règles des mise en œuvre des engagements des pays à la COP25.

Cette COP25 a été l'occasion pour le SPONG de vulgariser l'outil de gestion durable des terres et des écosystèmes qu'est le module Form'actions à l'endroit des élus nationaux du Burkina Faso et des autres partenaires comme les organismes internationaux.

Sur le plan de la mise en œuvre des activités terrains dans cette thématique, le SPONG a pu grâce à l'appui financier de la Fondation Trust Africa et dans le cadre du projet sur le suivi de la mise en œuvre du programme national du secteur rural deuxième phase (PNSR2), soutenir : i) l'élaboration d' une version résumée et traduite dans les trois (3) langues nationales du document du PNSR2, ii) la production d'un rapport citoyen sur le suivi du PNSR2, iii) le développement des capacités des OSC dans huit (8) régions du Burkina Faso pour faire le suivi-évaluation indépendant du PNSR, iv) la production d'un rapport indépendant sur la mise en œuvre du Programme

Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) au niveau du Burkina Faso.

En outre, dans le cadre de la mise en œuvre du programme décénal du projet « Les communautés reverdissent le sahel » entamé en 2018 avec l'appui de Both Ends et de DOB Ecology, la poursuite des activités en 2019 a permis aux partenaires de mise en œuvre de faire une cartographie des espèces et des acteurs de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) à l'échelle de 63 communes dans les zones de mise en œuvre. Grâce à l'appui de l'INERA, des formations en géoréférencement ont été délivrées aux techniciens des structures partenaires de mise en œuvre. En outre, le projet a permis la formation de **630** agriculteurs champions qui serviront de modèle pour la mise à l'échelle de la RNA.



Photo 6: Photo de groupe des coordonnateurs pays du projet Both Ends du Burkina Faso, Niger, Senegal



Photo 7: Formation des producteurs/trices sur la transformation et les valeurs nutritionnelles des Produits Forestiers Non-Ligneux (PFNL)

1.7. Dans le domaine de l'économie sociale et solidaire

En dépit de la relance effectuée en 2018 sous la houlette de l'ONG Autre Terre, ce groupe thématique souffre toujours du manque de ressources pour d'une part animer le groupe thématique et d'autre part pour mettre en œuvre son plan d'action. Pourtant des sujets brûlants attendent le groupe thématique comme : i) la caractérisation de l'économie sociale et solidaire, ii) la poursuite du protocole de collaboration avec l'Université Joseph KI ZERBO, iii) le plaidoyer pour la reconnaissance du statut d'économie sociale et solidaire comme forme d'entreprise, iv) la nécessité d'avoir une loi qui défiscalise les entreprises et les encourage à financer le développement, etc.

Le Conseil d'administration à sa séance du 29 Octobre 2019 a pris la décision de reprendre contact avec la Belgique et Autre Terre pour la relance de l'économie sociale et solidaire dans notre pays.

1.8. Dans le domaine l'enseignement technique, la formation professionnelle et l'emploi des jeunes

L'Enseignement, la Formation Technique et Professionnelle (EFTP) demeure un passage obligé pour tout pays qui aspire au développement économique et social. Sans une main d'œuvre qualifiée, sans des hommes et des femmes compétents,

capables d'exploiter les richesses naturelles du pays et de créer de la valeur ajoutée, le développement durable restera un vœu pieux. C'est dans ce contexte que le groupe Thématique Education, Formation Technique et Professionnelle et Emploi des Jeunes (GT- EFTP- EJ) du SPONG, entend contribuer à inverser cette tendance et jouer sa partition dans la quête d'un environnement institutionnel et politiques favorables à l'emploi décent et à la création de la richesse.

Dans cette dynamique en 2019, les différentes actions de ce groupe thématique (GT) se sont concentrées autour de l'initiative Job Booster qui nous a permis de susciter la demande communautaire de la formation professionnelle, des capacités les acteurs du système, d'analyser les politiques et de dégager des positions à travers les principales activités suivantes :

❖ **Au titre de la communication et de sensibilisation :**

- la participation au Salon National de l'Emploi (SNE) tenu à Bobo-Dioulasso et à Ouagadougou. Cet espace a permis de toucher plus de trois mille (3 000) jeunes en quête d'emploi et d'autres dans l'optique d'entreprendre ;
- la participation au Forum National de l'Emploi (FNE) organisé par expertise France. A travers cet espace également environ cinq cent (500) jeunes ont été touchés et sensibilisés autour de la formation technique et professionnelle ;
- l'organisation d'une campagne de communication dans trois (3) régions du Burkina, à savoir la région du Nord, la Boucle du Mouhoun et les Hauts Bassins a permis de toucher environ deux mille cinq cent (2500) jeunes. Cela a été possible à travers la tenue d'émissions radios au niveau régional, la diffusion des supports de communication sur l'EFTP et la tenue d'une conférence grand public sur le thème « ***EFTP, tremplin pour l'emploi des jeunes au Burkina Faso : conditions – défis et opportunités*** » ;
- l'organisation d'une rencontre d'échange et de capitalisation des besoins et aspirations des jeunes qui a suscité la participation d'au moins trois cent (300) jeunes. Ainsi, à travers cette rencontre les jeunes ont été sensibilisés sur l'importance et les opportunités de la formation technique et professionnelle.



Photo 9: Vue de la salle Conférence grand public à Ouahigouya sur les 72h de l'EFTP



Photo 8: la Délégation de la Direction Régionale du MJPEJ dans la Boucle du Mouhoun pendant les 72h de l'EFTP

❖ **Au titre de la formation et du renforcement de capacité :**

- les chefs d'établissement des régions, les membres d'ONG/AD intervenant dans le domaine de l'EFTP, les représentants de l'administration publique en charge de l'EFTP et les membres du groupe thématique résidant dans les régions du projet ont vu leurs capacités renforcées sur le cadre juridique de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes au Burkina Faso. Environ cent cinquante (150) acteurs ont pris part à cet atelier de renforcement de capacités ;
- la tenue d'un atelier de renforcement de capacités du groupe de veille et de plaidoyer sur le suivi et l'influence des politiques publiques de la formation technique et professionnelle et l'emploi des jeunes. Cet atelier a permis de renforcer la capacité des acteurs sur le suivi des politiques et également sur le plaidoyer pour une meilleure influence des politiques dans le domaine de l'EFTP. Au sortir de cet atelier trente cinq (35) acteurs ont vu leurs capacités renforcées.



Photo 10: Photo de famille des participants à l'atelier de renforcement de capacité sur le cadre juridique et institutionnel dans la région du Nord



Photo 11: Photo de famille des participants à l'atelier de renforcement de capacité sur le cadre juridique et institutionnel dans la région des Hauts-Bassins

❖ **Au titre de la recherche documentaire sur l'environnement de l'EFTP :**

- la mise à la disposition des acteurs de l'EFTP, d'un rapport diagnostique sur l'état des lieux des lois et textes réglementaires sur la formation professionnelle et l'emploi des jeunes au Burkina Faso. Cette étude a permis de mettre à nu les lois et textes juridiques qui nécessitent une révision et/ou des décrets d'application pour favoriser l'environnement de l'EFTP d'où l'approche avec les parlementaires par la suite pour un partage des résultats ;
- la réalisation d'une étude diagnostique sur les obstacles à l'emploi des jeunes et au développement des petites entreprises au Burkina Faso qui met à disposition des acteurs de l'EFTP ainsi que les membres du SPONG, un diagnostic sur les obstacles à l'emploi des jeunes. Un premier atelier tenu en janvier 2019 a permis de produire un document stratégique de plaidoyer sur l'EFTP. Un deuxième atelier tenu en octobre 2019 a permis d'aboutir à la production d'une feuille de route et d'une charte dans laquelle le secteur privé et la société civile s'engagent pour la promotion du travail décent des jeunes au Burkina Faso ;
- une rencontre préparatoire de la participation de la société civile à la Revue à mi-parcours 2019 du Cadre Sectoriel de Dialogue «Travail, Emploi et Protection Sociale» a permis d'élaborer une note de contribution de la société civile à ce cadre sectoriel de dialogue.



Photo 12: Photo de famille lors du forum sur la promotion de l'emploi décent

En somme, le plaidoyer pour l'amélioration de l'environnement en faveur de l'emploi des jeunes s'installe progressivement et demande un effort conjugué de l'ensemble des porteurs de l'initiative JoB Booster pour avoir plus d'impact.

1.9. Dans le domaine de l'eau et l'assainissement

Les activités du SPONG de l'année 2019 dans le domaine de l'eau et l'assainissement ont été marquées par : (i) les activités de structuration et de planification du Groupe Thématique approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement (AEPHA), (ii) le projet dans le cadre de l'initiative Assainir OrDure et

Liquide , (iii) les formations en approche fondée sur les droits humains(AFDH) avec la mission Fas'Eau, (iv) le micro-projet d'urgence d'une veille citoyenne à Dédougou et Nouna, (v) la préparation et la participation aux cadres de concertations.

Sur les activités de structuration et de planification du Groupe Thématique AEPHA, des rencontres ont été organisées afin de dégager un plan d'action et une structuration pour lui permettre de mieux fonctionner. Ainsi, quatre rencontres ont été organisées dont deux (2) avec l'ensemble des membres du GT qui ont permis de disposer d'un plan d'action 2019-2023 et dégager des pistes d'amélioration du fonctionnement du GT.

Sur le projet « Assainir OrDure et Liquide » qui fait suite à un appel à candidature lancé par le consortium Speak Up Africa et Niyel (structures basées au Sénégal), avec l'appui financier de la fondation Bill and Belinda Gates, le SPONG a soumissionné et été retenu pour l'exécution d'un projet de plaidoyer dénommé « *Accroître l'influence et la mobilisation citoyenne pour booster l'assainissement autonome dans la ville de Ouagadougou et de Dédougou* ».

Ce projet qui vise à booster l'assainissement autonome au Burkina Faso et à inciter la valorisation des boues de vidange a permis de mener plusieurs actions et d'atteindre les principaux résultats suivants :

- la mise en place d'un pool de leaders communautaires et religieux (leaders pour l'assainissement) pour mener des sensibilisations pour l'adoption de systèmes d'assainissement adéquats ;
- la réalisation d'une étude diagnostique sur l'état des lieux des capacités des stations de gestion des boues de vidanges (SGBV) et de sa chaîne de valeurs pour la mise à disposition d'évidences afin d'appuyer le plaidoyer sur les questions de boues de vidange ;
- le soutien à une sortie terrain avec les parlementaires qui a permis de mettre en lumière l'insuffisance des capacités de traitement des boues de vidange à Ouagadougou. En effet, conjointement avec la Mission Fas'Eau, les parlementaires ont été invités à visiter les stations de traitement des boues de vidanges de Zagtouli et de Kossodo afin d'interpeller les gouvernants sur la nécessité de renforcer les capacités de traitement des boues de vidange et d'induire une allocation budgétaire conséquente dans les budgets à venir.



Photo 13: Visite avec les parlementaires de la station de traitement de boue de vidange de Kossodo

Sur les formations en AFDH avec la mission Fas'Eau, un consortium conduit par IRC et WaterAid, avec l'appui financier de la coopération Danoise, Danida, le SPONG a été recruté comme assistant technique chargé de la formation. C'est dans ce cadre qu'une série de formations est organisée depuis 2018 sur l'approche fondée sur les droits humains à l'eau et l'assainissement. En cette année 2019, ce sont **242** détenteurs de droits et débiteurs d'obligations qui ont été formés dont les



Photo 15: Photo de famille de la formation des leaders communautaires à Ouagadougou



Photo 14: Pendant la formation avec les agents du Ministère de l'Eau

députés, les magistrats, les représentants des ministères de l'eau, de la justice, des droits humains, des finances, de l'action sociale et entre autres, les exploitants d'infrastructures d'adduction en eau potable simplifiées.

Sur le projet d'émergence d'une veille citoyenne à Dédougou et Nouna, toujours dans le cadre de la mission Fas'Eau, le SPONG bénéficie d'un financement pour mettre en œuvre un projet de gouvernance locale qui a consisté en la mise en place de Comité de Veille et de Contrôle Citoyen (CVCC) dans le domaine de l'eau et l'assainissement à Dédougou et à Nouna. Débuté en Août 2018, ce projet s'est achevé en septembre 2019 par un atelier bilan et de capitalisation et une rencontre de plaidoyer avec les autorités locales et nationales.



Photo 16: Formation des parlementaires sur l'AFDH

Le projet d'émergence d'une veille citoyenne à Dédougou et Nouna a permis d'atteindre les principaux résultats suivants :

- la mise en place de deux (2) CVCC à Dédougou et à Nouna pour susciter une demande de redevabilité citoyenne fondée sur les droits humains dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- le comité de veille de Dédougou a produit un rapport alternatif solide, soutenu par des témoignages, des illustrations, des photos pour documenter la situation des latrines à Kani et Soukuy. Cette enquête a été suivie d'actions de plaidoyer et d'interpellation des autorités sur leurs obligations à assurer/veiller à une mise

en œuvre effective et efficace des politiques publiques sur le terrain. Parallèlement à cela, le CVCC a conscientisé plusieurs citoyens qui, ayant bénéficié de dalles depuis 2014, ont enfin tenu leurs engagements dans la réalisation de latrines ;

- suite au péril fécal au Lycée Provincial de Nouna (regorgeant plus de 2000 élèves et 80 professeurs), le CVCC de Nouna a réussi un plaidoyer auprès des autorités et de l'association des parents d'élèves pour la réhabilitation des latrines du lycée.

Sur la préparation et la participation aux cadres de concertations, comme à l'accoutumée, le SPONG a été invité à prendre part à différentes rencontres de concertations et de dialogues dont dans le secteur de l'eau et l'assainissement. Ce sont entre autres les rencontres sur : i) le rapport de performance du Cadre Sectoriel et de Dialogue Environnement, Eau et Assainissement, ii) l'examen rapport de performance du groupe thématique Eau et Assainissement, iii) les ateliers de revue des différents programmes sur l'eau et l'assainissement, iv) l'atelier d'amendement et de validation des rapports des années 2016, 2017 et 2018 sur la contribution des ONGs/AD dans le sous-secteur de l'eau et de l'assainissement, etc.

Pour la plupart de ces rencontres, des réunions préparatoires ont été organisées au sein du GT EAPHA pour permettre aux représentants du SPONG d'être une véritable force de proposition et d'y prendre part à travers des notes de contribution.

En outre le GT AEPHA a organisé avec l'appui de ses organisations membres dont WaterAid, différentes rencontres qui ont permis (i) de partager des résultats d'études dont celle sur le niveau de prise en compte de l'eau et l'assainissement dans la loi de finance 2019, (ii) et de mobiliser tous les acteurs nationaux intervenant sur l'eau et l'assainissement à travers un journée d'action sur l'ODD 6.

1.10. Dans le domaine de la décentralisation et du développement local.

Depuis 2006, le Burkina Faso s'est inscrit dans la dynamique de décentralisation à travers la communalisation intégrale. Cependant, ce choix fondamental et théoriquement efficace peine encore à connaître un décollage opérationnel. C'est au regard de ce fait que le SPONG s'est engagé à insuffler la participation citoyenne au niveau de ce processus. Ainsi, son plan d'action en la matière est celui traduit dans l'implémentation de deux projets que sont : le « projet de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso » financé par l'Ambassade royale de Danemark et le « projet de renforcement du contrôle citoyen des politiques publiques par les OSC pour une gouvernance favorable aux populations » financé par l'UE. Avec l'accompagnement technique d'Oxfam, le SPONG joue le lead des deux consortia dans la mise en œuvre des deux projets et de concert avec ses partenaires. Pour cela, il a mis en place dans les communes d'intervention (Bama, Dori, Kaya, Sabcé et Tenkodogo), des comités de veille citoyenne composés d'acteurs des OSC locales.

L'action du SPONG sur le terrain a été jusque -là de renforcer les capacités de ces comités sur des thématiques intrinsèques à la veille citoyenne et à la gouvernance locale. Entre autres, on peut citer la formation sur le processus de la décentralisation,

de la mobilisation des ressources internes pour le développement local, la technique du plaidoyer budgétaire, le processus délaboration des PCD, le leadership féminin, la gouvernance sécuritaire, le suivi des marchés publics. Au-delà de tous ces éléments qui ont outillé techniquement les comités composés d'organisations à la base, le SPONG appuie financièrement ces comités pour la mise en œuvre de leurs feuilles de route. Lesquelles feuilles de route sont en effet des actions identifiées par chaque comité en fonction de la situation et du contexte spécifique à chaque commune d'intervention. Un grand espoir est nourri quant à l'implication de la société civile locale dans la gestion des affaires publiques locales car les activités de plaidoyer, d'interpellation et de sensibilisation ont porté des fruits sur le terrain. On capitalise au nombre de ses acquis en 2019 :

- le rétablissement de l'électricité du CSPS du secteur 6 de Kaya ;
- la mise à disposition effective des bouteilles de gaz dans les CSPS de Kaya ;
- la création du service social de la mairie de Tenkodogo ;
- les cadres d'échanges entre les le CDC² de Tenkodogo et le conseil municipal sur la redevabilité des conseillers vis-à-vis des communautés ;
- la prise de conscience des populations au civisme fiscale qui a permis l'augmentation des paiements des impôts et taxes;
- la tenue de rencontres des populations de Kaya sur la cohésion sociale ;
- la mise en place d'un cadre de concertation entre les acteurs de l'éducation et les OSC ;
- la tenue d'une journée de redevabilité à Tenkodogo.

Quelques images illustratives



Photo 18: voyage de partage d'expériences en matière de contrôle citoyen au Bénin



Photo 17: Formation sur la gouvernance sécuritaire à Kaya



Photo 19: Formation sur le leadership féminin

² Comité de contrôle citoyen

II. RESEAUTAGE, RELATIONS AVEC LES AUTRES OSC, L'ETAT ET LES PTF

En 2019, le SPONG a répondu favorablement à de nombreuses sollicitations des autres organisations faïtières. C'est le cas des ateliers et rencontres organisés par la confédération paysanne du Faso (CPF) dans le cadre du processus d'évaluation biennale du programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) et du suivi du PNSR2. Dans ce dernier registre, notons que le SPONG a obtenu l'avis de bonne exécution et de clôture du projet de suivi du PNSR2 financé par la fondation Trust Africa, et qui regroupait cinq (05) faïtières comme partenaires de mise en œuvre (fédération nationale des organisations paysannes, l'interprofession lait..).

A travers le Centre National et de Coopération au Développement (CNCD) la plateforme belge des ONG, le SPONG après avoir pris part à leur campagne annuelle de mobilisation de ressources, a facilité une mission de collecte d'évidences au Burkina Faso sur les besoins, effets des actions de développement et défi de la coopération non gouvernementale. Le CNCD a aussi apporté un soutien financier au fonctionnement du SPONG d'environ 9 millions de francs CFA en 2019. Cela a permis de soutenir et renformer le fonctionnement du SPONG, sa communication, la concertation et le dialogue sur les politiques.

Avec l'ONG néerlandaise Woord En Daad, des échanges sont également en cours pour soumettre une proposition de projet au gouvernement néerlandais en consortium avec les plateformes du Mali, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et de WARA, l'alliance régionale ouest africaine.

Au niveau régional, le SPONG a renforcé sa collaboration avec l'organisation d'Afrique francophone de renforcement des systèmes de santé et de vaccination (OAFRESS) à travers la désignation d'un de ses membres comme ambassadeur et champion en plaidoyer pour la vaccination, sa collaboration avec WARA, le REPAOC et le FORUS où un projet au profit de la concertation thématique entre les membres a été soumis et accepté avec février 2020 comme début de mise en oeuvre.

Au titre du partenariat avec le FORUS il faut rappeler que le SPONG est membre du Conseil d'administration depuis l'assemblée générale tenue au Chili en 2018 à travers sa présidente du conseil et deux membres du SPONG ont été admis au programme de formation sur le leadership en matière de gestion des plateformes d'ONG à l'issu d'un processus de sélection multi- pays.

III. DIFFICULTES RENCONTREES

Outre la question sécuritaire qui a rendu difficile la mise en œuvre des activités sur le terrain pour les ONG et les mouvements d'humeurs des travailleurs du secteur public bloquant l'accès aux services publics, la principale difficulté du SPONG demeure la durabilité du financement institutionnel. En effet, malgré le porte-feuille des projets assez fourni, le SPONG a très peu de ressources internes pour faire face

à ses charges de fonctionnement et à certaines de ses ambitions stratégiques. Cela s'explique aussi en partie par l'environnement global du financement de la société civile qui offre peu de place au financement du fonctionnement institutionnel limitant ainsi les sources de financement de plateformes aux cotisations des membres (10 à 20% du besoin de fonctionnement), temps de travail à rechercher dans les projets de plaidoyer ou de renforcement des capacités des membres (80 à 90%). Ce qui demande d'engager une réflexion profonde sur le modèle de financement durable des ONG/AD au Burkina Faso.

IV. PERSPECTIVES

Au regard des principales difficultés rencontrées, il faudra du point de vue du conseil d'administration dans le futur :

- mettre à jour la planification stratégique pour la période 2020 – 2025 ;
- développer une stratégie de durabilité financière des ONG/AD ;
- mettre l'accent sur l'innovation dans le service aux membres ;
- approfondir la réflexion sur une connaissance de la dynamique des plateformes et d'une voie sur le management des ONG.

CONCLUSION

Quoique année difficile sur le plan sécuritaire, le SPONG a pu, tant bien que mal mener ses activités. Cela avec des résultats et même des effets très appréciables et encourageants qui méritent d'être soutenus. Cela a été possible grâce à l'engagement des partenaires et des membres qui au-delà des cotisations pour certains ont compris l'importance d'user de la plateforme comme un tremplin pour atteindre les objectifs stratégiques. Ce qui mérite d'être salué et ce devrait être aussi une invite aux autres à emboîter le pas afin de faire du SPONG un espace de partage, de mutualisation d'expériences et de ressources (techniques et financières) pour promouvoir le développement.

2020 devrait être l'année d'un repositionnement stratégique, de réformes, d'innovation et de stratégies de durabilité pour faire face aux défis communs des plateformes nationales d'ONGs et aussi des ONG/AD qui sont de plus en plus éprouvées par la volatilité du contexte national et international.